

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 10/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION

Chemin Départemental 3
76530 GRAND COURONNE

Références : UDRD.2022.06.CD.05.EG.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION implanté Chemin Départemental 3, 76530 GRAND COURONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION
- Chemin Départemental 3 76530 GRAND COURONNE
- Code AIOT dans GUN : 0005800441
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Oui

Par arrêté préfectoral du 9 mai 2022, la Société Nouvelle Darblay Production a repris la qualité d'exploitant de la papeterie anciennement UPM située sur la commune de Grand-Couronne, et s'est engagée à respecter l'ensemble des prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux du 20 décembre 1999, 27 janvier 2015 et 20 décembre 2019. Le site est aujourd'hui à l'arrêt : diverses opérations de suivi sont programmées afin d'assurer une reprise du site dans les meilleurs conditions.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite des installations à l'arrêt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 20/12/2019, article 8.1	/	Demande n° 1
Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2019, article 8.4.2	/	Demande n° 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection est amenée à formuler les 2 demandes suivantes suites aux constats réalisés lors de la visite terrain :

- Demande n° 2022-06/01 : L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour retirer toute végétation au niveau des trappes de désenfumage des bâtiments avant la reprise d'exploitation, **et vérifier le bon état de la protection contre la foudre de l'ensemble des bâtiments.**

- Demande n° 2022-06/02 : L'exploitant procédera, avant la reprise d'exploitation, à la vérification complète des moyens de secours et d'intervention, et notamment des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs de sécurité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2019, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'inspection constate que de la végétation s'est installée sur quelques trappes de désenfumage du silo de stockage de combustible de la chaudière biomasse, les rendant probablement indisponible. Par ailleurs, l'une des descentes de paratonnerre de ce même bâtiment n'est plus connectée à la terre.
Demande n° 2022-06/01 : L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour retirer toute végétation au niveau des trappes de désenfumage des bâtiments avant la reprise d'exploitation, et vérifier le bon état de la protection contre la foudre de l'ensemble des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2019, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs et RIA
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de conduite et de sécurité.
Constats : L'inspection constate par sondage que les extincteurs ont été vérifiés le 30 juillet 2021. Les RIA, qui ne sont pas en eau le jour de la visite suite à l'arrêt de l'exploitation et l'évacuation des matières combustibles, ont été vérifiés en septembre 2020.
Demande n° 2020-06/02 : L'exploitant procédera, avant la reprise d'exploitation, à la vérification complète des moyens de secours et d'intervention, et notamment des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : Planche photographique des constats réalisés le 31 mai 2022



Végétation sur trappe de désenfumage



Câble paratonnerre à refixer